



RAM ETWAREEA

Analyse

Gare aux crises alimentaires permanentes

Le monde traverse aujourd'hui une crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine. Mais à terme, la dégradation des sols réduira la production agricole de façon drastique et par conséquent, plongerades populations entières dans la famine. Tel est le cri d'alarme qu'a lancé l'an dernier le «guide spirituel» et l'activiste écologiste indien connu sous le nom de Sadhguru dans le cadre d'une campagne mondiale, Save Soil. L'homme qui compte des millions d'adeptes dans le monde – un habitué du World Economic Forum et conférencier des grandes universités – est actuellement en tournée européenne. Il était à Genève la semaine dernière.

La dégradation des sols est sans doute un vrai problème. «Elle peut être pire dans une région que dans d'autres, mais elle est partout», avertit l'écologiste. En Afrique, la teneur en matières organiques du sol, qui dans une situation normale s'élève entre 1 et 5%, est passée à 0,3%, ce qui correspond à une désertification. En Europe du Sud, c'est 1,2%; dans un climat tempéré, moins de 1% est considéré comme proche de la désertification. En Europe du Nord, la teneur est de 1,48%. Dans ce type de climat où l'on utilise le sol que quatre à cinq mois par an, c'est un pourcentage inquiétant.

«La perte de la biodiversité découle également de la détérioration des sols», rajoute encore le penseur indien. Selon l'ONU, environ 27 000 espèces disparaissent chaque année. «Si cela se poursuit à ce rythme, nous atteindrons dans trente à trente-cinq ans un point où nous produirons beaucoup moins de nourriture, raisonne-t-il. La population mondiale dépassera alors les 9 milliards.» Et d'ajouter: «Nous sommes à la croisée des chemins. Si nous agissons maintenant, nous pouvons renverser la situation dans les dix à quinze prochaines années. Sinon, ce sera trop tard.»

Refrain catastrophiste

Sadhguru sonne encore le tocsin en disant que la dégradation des sols est une question de vie ou de mort. «S'il y a 40% de moins de nourriture, comme les scientifiques le suggèrent d'ici 2045, il n'y aura nulle part la paix, prévient-il. Ce sera la fin de la civilisation. Notre humanité cessera de fonctionner et nous serons pires que des animaux.» La différence selon lui, est que les animaux se battent avec leurs griffes alors que les hommes qui disposent d'armes d'autodestruction entreront en guerres dans leur quête de vivres.

Les prophéties de pénuries alimentaires ne sont pas nouvelles. L'économiste britannique Thomas Malthus mettait déjà au XIXe siècle en garde contre les effets dévastateurs d'une croissance démographique plus rapide que celle de la production agricole. L'activiste indien reprend le refrain catastrophiste et avertit que 1,2 milliard de personnes pourraient émigrer d'ici 2030 à cause de l'infertilité de leurs terres.

Thomas Malthus ne pouvait pas anticiper les futures avancées technologiques dans l'agriculture: nouvelles variétés de plantes aux rendements améliorés et résistantes aux maladies. Aujourd'hui, malgré les sécheresses et autres catastrophes naturelles récurrentes, les grandes cultures aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Russie, en Ukraine, en Inde, au Brésil, en Argentine, en Chine, au Brésil permettent d'éviter des pénuries.

Les subventions gangrèment l'agriculture

Mais Sadhguru s'oppose à la «marchandisation» des denrées alimentaires. Il accuse les grands pays exportateurs agricoles de surexploiter le sol à coup de produits chimiques dans le seul but d'augmenter la production. Selon le «gourou» indien, les Etats doivent produire des vivres localement et en fonction de la demande nationale. Et les exportations ne doivent pas devenir le principal moteur de la production agricole.

Malheureusement, il y a peu de pays en autosuffisance alimentaire. Ces derniers sont ainsi contraints de dépendre des importations. Aux Etats de mettre en place les règles justes et équitables pour promouvoir la production agricole et de commercialisation. C'est là où le bât blesse: les subventions agricoles, les aides à l'exportation et les barrières à l'importation qui sont admises par l'Organisation mondiale du commerce gangrèment l'agriculture mondiale et les Etats ne sont pas prêts d'adopter des règles communes. ■

Cryptomonnaies: la confiance, c'est d'abord humain

Le 5 avril dernier, Lionel Jeannerat, promoteur convaincu des cryptomonnaies, écrivait ici même une tribune fustigeant «l'ignorance» des élus dans son domaine de prédilection. Capitulant sur le sentiment général de méfiance envers le monde politique, il va très loin: il parle d'ignorance totale du sujet.

La réalité est bien plus nuancée. Qu'on se le dise, il existe effectivement une différence entre un politicien dont le travail consiste à se prononcer en son âme et conscience sur de nombreux sujets, et un pur spécialiste qui baigne quotidiennement dans un univers précis. C'est pourquoi le travail politique doit s'accompagner d'humilité, et aussi de soif de comprendre. Réussir à accomplir quelque chose en politique demande donc de savoir se remettre en question, mais aussi une capacité à comprendre l'autre, et à lui faire confiance, en évitant de partir du principe qu'un désaccord politique n'est que le fruit d'une totale incompétence ou d'une pure malfaisance.

Pour adresser politiquement ce sujet, il ne suffit pas de connaître le business, la technologie, le milieu des entreprises, ou encore le potentiel que cela peut avoir. Ce sont des aspects importants, mais il faut aussi comprendre d'autres domaines, tels que la question énergétique et écologique, la souveraineté, les systèmes démocratiques ou encore la politique monétaire. Malgré mon activité professionnelle dans laquelle j'ai déjà aussi eu l'occasion de travailler sur des questions liées aux cryptomonnaies ou à la blockchain, j'admets volontiers

un besoin d'en savoir toujours plus et de faire évoluer mon opinion. Je précise que j'ai à diverses occasions plutôt promu les technologies liées à la blockchain et leur apport potentiel pour le bien commun et l'économie.

Je vous promets que l'opinion politique défendue par certains d'entre nous n'est pas le pur fruit d'une ignorance totale, et je trouve très discréditant de l'insinuer. Il est vrai que ces technologies sont intéressantes pour la construction de la confiance en ligne, mais aussi pour proposer des infrastructures robustes décentralisées. De plus, les applications potentielles sont encore nombreuses. Toutefois, les cryptomonnaies posent aussi des problèmes écologiques, de souveraineté, de criminalité ou de spéculation financière.

Le principe de la sécurisation du bitcoin, c'est d'empêcher quelqu'un de prendre le contrôle de l'infrastructure, car cela demanderait bien trop d'énergie et de moyens. Les mineurs de bitcoins doivent réaliser des opérations mathématiques qui demandent du temps et de l'énergie et sécurisent le système et y établissent la confiance. La conséquence: selon les estimations, une transaction en bitcoin demande l'équivalent de 50 à 75 jours de la consommation courante en énergie d'un ménage! Le bitcoin, mais aussi l'ethereum consomment chacun plus d'énergie que de nombreux pays, comme les Pays-Bas ou l'Argentine.

Il est vrai qu'une infrastructure décentralisée sécurisée peut apporter beaucoup face à un gouvernement corrompu ou un système

financier défaillant, mais ce qui est vu comme un avantage pour certains est aussi un grand risque pour d'autres. Un système monétaire parallèle peut limiter la capacité des Etats ou des banques centrales à mener la politique monétaire, et on ne peut pas dire que d'échapper au contrôle démocratique est forcément un avantage qu'apporte une technologie...

Ce qui est vu comme un avantage pour certains est aussi un grand risque pour d'autres

Evidemment, l'interdiction des cryptomonnaies ne permettrait pas en soi d'éradiquer la criminalité, mais certains réseaux criminels privilégient ce moyen de paiement, ce qui montre que c'est parfois la voie la plus facile pour eux. Enfin, la volatilité des cryptos actifs est souvent très élevée, le risque associé aussi, et beaucoup d'entre eux sont particulièrement spéculatifs: ce n'est pas anodin pour tout le monde.

Ces doutes ne sont pas exprimés uniquement par des gens dépourvus de compétences, mais par des experts issus de banques centrales, des professeurs spécialisés dans le domaine ou encore des professionnels de ce milieu. Il est juste de poser ce débat de façon ouverte et constructive. Tout ce que demandent certains politiques, dont je fais partie, c'est qu'on n'ignore pas ces risques, et que nous puissions discuter et dialoguer pour que le développement de cette technologie se fasse au service du bien commun.

Je serais heureux de travailler avec des spécialistes du milieu des cryptomonnaies pour prendre des décisions favorables au progrès et à la population. Pour que cela soit possible, il est fondamental que tous les interlocuteurs amènent sur la table le respect et l'écoute. Vous ne m'entendez jamais dire que M. Jeannerat est incompétent ou ignorant, et je serais très heureux d'apprendre et de comprendre de nouvelles choses avec lui ou d'autres membres de la communauté des cryptomonnaies. Cela m'intéresserait aussi que soient écoutés nos soucis légitimes liés aux risques et aux problèmes que peut aussi avoir cette technologie, et que nous soyons aidés dans notre recherche de solutions. ■


 SAMUEL BENDAHAN VICE-PRÉSIDENT DU PARTI SOCIALISTE SUISSE

S'informer est un renoncement

Le 1er octobre 1999, l'armée russe intervient à nouveau en Tchétchénie. Le conflit sanglant qui en découle fait les gros titres de la presse francophone pendant plusieurs semaines. Moins de 30% de la population suisse de l'époque a alors accès à internet depuis son domicile (10% en France) et l'avènement des réseaux sociaux ne transformera notre consommation d'informations que plus tard.

La diffusion d'informations à grande échelle est coûteuse, seuls une poignée de médias couvrent le marché médiatique. Aussi, au lendemain de l'intervention russe, un citoyen francophone ne voit-il apparaître la nouvelle que dans une petite dizaine de journaux et seules quelques chaînes de télévision et de radio sont en mesure de couvrir activement le sujet.

L'information est cependant traitée sous des angles relativement variés. En effet, afin de ne pas cannibaliser ses ventes, chaque média est incité à cibler une audience distincte et à apporter une perspective unique sur les sujets traités. Une personne souhaitant s'informer en profondeur sur un sujet d'actualité se trouve naturellement exposée à un ensemble restreint mais hétérogène de points de vue. Le coût d'opportunité de se sentir correctement informé est faible.

Le 24 février 2022, l'armée russe entre en Ukraine. L'information se répand comme une traînée de poudre via les réseaux sociaux, les sites internet et les chaînes d'information en continu. En quelques heures, chacun se trouve saturé par une quantité d'informations qu'il n'est objectivement pas en mesure d'assimiler. La diffusion d'informations a un coût quasiment nul, les sources de renseignements abondent.

Dans ce contexte, le coût d'opportunité de

s'informer est élevé: en choisissant de se renseigner sur un sujet particulier, un individu, par manque de temps et d'énergie, renonce indirectement à s'informer sur une multitude d'autres sujets, potentiellement tout aussi importants. De la même manière, lorsqu'un individu se renseigne sur un sujet spécifique, il accepte implicitement de laisser une infinité de sources, potentiellement tout aussi pertinentes, de côté. L'acte même de s'informer est un renoncement.

Cette abondance de choix nous plonge par moments dans un état d'indécision extrêmement désagréable qui porte le nom de surcharge d'information. Au cours de notre évolution, nous avons développé des raccourcis mentaux qui nous permettent de filtrer l'information et, ainsi, de réduire notre charge mentale. L'un de ces raccourcis mentaux est un biais cognitif appelé biais de confirmation.

L'une des stratégies que nous employons pour faire face à notre surexposition à l'information est donc d'ignorer, inconsciemment, les éléments allant à l'encontre de nos croyances. Pour dire les choses clairement: même exposés aux mêmes informations, deux individus pourront tirer des conclusions entièrement différentes sans que l'un ou l'autre fasse nécessairement preuve de mauvaise foi, et ce phénomène se trouve amplifié par notre environnement médiatique. Cette observation, si on l'accepte, laisse entrevoir que la polarisation à laquelle notre société fait face n'est pas nécessairement due au choix conscient d'individus de devenir de plus en plus extrêmes dans leurs positions. Elle pourrait n'être que le résultat malheureux mais naturel de la surexposition à l'information d'êtres humains aux capacités cognitives limitées.

Outre la tolérance envers autrui et l'humilité qu'elle devrait nous inspirer, une telle conclusion a des implications essentielles pour nos démocraties.

Lutter contre la polarisation en informant davantage une population déjà saturée est, au mieux, inefficace et, probablement, contre-productif.

Mon hypothèse est donc que la solution viendra de la démarche opposée: en réduisant drastiquement notre exposition à l'information et en nous basant sur un choix de sources bien plus limité mais plus varié. Durant les dernières décennies, l'éducation et la formation ont joué un rôle central pour nous apprendre à chercher et à trier l'information. A ce rôle devrait désormais s'ajouter celui de nous apprendre à la filtrer.

En plus de dispenser des bases théoriques et d'aborder le sujet de nos biais cognitifs, l'école devrait nous fournir des outils concrets pour réduire notre exposition à l'information. Filtrage de nos réseaux sociaux, paramétrage de nos moteurs de recherche et de nos smartphones, suppression d'applications superflues, utilisation de bloqueurs de publicité et blocage de notifications sont autant de manières de nous construire un environnement d'information adapté.

L'objectif n'est évidemment pas que chacun de nous se construise sa propre bulle d'information, imperméable à la réalité des autres, mais au contraire de permettre à chacun de libérer suffisamment d'attention et d'énergie au quotidien pour pouvoir remplir à nouveau son rôle de citoyen: tenter de comprendre la réalité des autres, se forger une opinion politique, agir au niveau local. Il y va de l'avenir de nos démocraties. ■


 JULIEN MADIÈS TITULAIRE
D'UN MASTER EN MANAGEMENT
DE LA LONDON BUSINESS SCHOOL

SIMON MOREILLON
@SimonMoreillon

Analyse

Une année sous le signe de l'inflation

Alors que l'OMS a estimé plausible lundi que l'on se rapproche de la fin de la pandémie de Covid-19, sur le front économique les voyants clignotent de toutes les couleurs. Si la reprise économique a été au rendez-vous l'an dernier – PIB en hausse de 5,2% en zone euro, de 5,6% aux Etats-Unis et de 2,9% en Suisse, selon l'OCDE, accompagnés de taux de chômage au plus bas –, la situation s'annonce plus compliquée en 2022. La faute au retour de l'inflation, qui s'installe à cause des difficultés mondiales d'approvisionnement mais surtout en raison du bond des prix de l'énergie.

L'inflation inquiète des deux côtés de l'Atlantique: +7% aux Etats-Unis en décembre sur un an, +5% en zone euro et un «modeste» +1,5% en Suisse. La lutte contre la hausse des prix pourrait bien nous accompagner tout le long de l'année. Il faut dire que le consommateur est la victime du retour de la progression des prix qui peut saper sa confiance et donc sa capacité de consommer. En cette période hivernale, les factures de gaz prennent l'ascenseur. Les prix à la pompe font de même. Le baril de Brent s'affiche aujourd'hui autour des 85 dollars, alors qu'il était de seulement 55 dollars il y a une année.

De généreuses aides

Les Etats ouvrent désormais leur porte-monnaie pour atténuer les effets de l'inflation sur leurs citoyens – et électeurs. Le gouvernement italien a annoncé vendredi des mesures d'aide à hauteur de 5,5 milliards d'euros. En France, l'année électorale pousse Paris à se montrer prodigue: une indemnité d'inflation de 100 euros versée à 38 millions de personnes et le versement exceptionnel de 100 euros en décembre pour les six millions de ménages bénéficiaires du chèque énergie, le blocage des prix du gaz et EDF sommé de limiter à 4% la hausse des prix de l'électricité. Coût estimé: 15 milliards.

Les Etats-Unis ne sont pas en reste. Le président Biden bataille avec les députés pour faire passer des plans de relance massifs avant l'échéance des *mid-terms*, les élections de mi-mandat comme au début de la crise. Entre mars 2020 et mars 2021, environ 5000 milliards de dollars avaient déjà été versés aux petites entreprises, mais aussi aux ménages. Des aides qui ont certes maintenu la consommation, mais qui ont aussi soutenu l'inflation.

La durée de l'inflation préoccupe

De leur côté, les banques centrales en bons pompiers préparent les esprits aux resserrements de leurs politiques monétaires expansives et aux hausses de taux afin d'éteindre le feu de l'inflation, jusque-là «temporaire» mais qui pourrait «durer». A Francfort, la Banque centrale européenne (BCE) se préoccupe de plus en plus du retour de l'inflation. Son conseil des gouverneurs a débattu en décembre d'une inflation qui pourrait persister à un niveau élevé, au moment de réduire les achats d'actifs en 2022, selon le compte rendu de leur réunion publié jeudi dernier. Certains de ses membres ont estimé qu'un scénario d'inflation «plus élevée pendant plus longtemps ne pouvait être exclu», souligne le document, qui contraste avec les propos de sa présidente Christine Lagarde: «Les moteurs de l'inflation devraient perdre de la vigueur dans le courant de l'année», a-t-elle déclaré vendredi, confirmant l'engagement «sans faille» de la BCE pour ramener les prix vers le niveau visé de 2%.

Un chemin risqué

A Washington, la Réserve fédérale américaine, qui va tenir sa première réunion de l'année ce mardi et mercredi, devrait indiquer son intention de relever ses taux lors de la prochaine réunion de son comité fédéral de l'Open Market (FOMC) en mars, prévoit Thomas Costerg, économiste chez Pictet Wealth Management dans une note publiée lundi. Le mois dernier, la Fed avait déjà accéléré le rythme de réduction de ses achats d'actifs avec l'objectif de les arrêter en mars, avec trois mois d'avance sur son calendrier initial. Ils avaient soutenu l'économie américaine pendant la crise. Or l'inflation est aujourd'hui la menace la plus préoccupante, a souligné son président Jerome Powell.

Tant la BCE que la Fed s'engagent sur un chemin risqué. Une fin de leur politique accommodante ou un relèvement des taux trop rapides pourraient faire dérailler la croissance, mais agir avec retard pourrait mener vers une inflation encore plus importante. Après deux ans de covid, 2022 sera aussi une année périlleuse sur le front économique. ■

Russie: empêcher le ralliement autour du drapeau!

Des bruits de bottes se font entendre en Ukraine. La Russie a amassé des troupes en nombre à sa frontière, laissant planer la menace d'une nouvelle intervention militaire. En représailles, Américains et Européens menacent la Russie de nouvelles sanctions. L'occasion de nous interroger sur l'efficacité des sanctions économiques et financières dans les relations internationales.

Sur le papier, tout est simple: l'hypothèse du «doux commerce» de Montesquieu sous-tend que des pays commercialement imbriqués n'ont pas intérêt à se faire la guerre. De surcroît, un pays économiquement faible aurait beaucoup à perdre en cas de sanctions. La relation entre l'Union européenne et les Etats-Unis, d'un côté, et la Russie, de l'autre côté, est fortement asymétrique. L'Union européenne est de loin le premier partenaire commercial de la Russie alors que cette dernière ne représente que 5% des exportations et des importations européennes.

La Russie, un partenaire de second ordre

Pour les Etats-Unis, la Russie n'est qu'un partenaire économique de second ordre, sauf dans un petit nombre de secteurs comme l'automobile et les produits pharmaceutiques. A cela s'ajoute que la Russie est une puissance dite «pauvre» avec un PIB exprimé en dollars courants inférieur à celui de l'Italie et à peine deux fois supérieur à celui de la Suisse. Cela situe son revenu par habitant au niveau de celui d'un pays émergent comme la Malaisie. Pour couronner le tout, la Russie possède essentiellement une économie de «rente», dominée par les industries extractives, et donc structurellement fragile.

Comment, alors, expliquer l'apparente résilience russe vis-à-vis des sanctions imposées depuis l'annexion de la Crimée? L'idée que les sanctions n'ont pas d'effets doit être relativisée: elles posent des problèmes de financement de long terme à l'économie russe et handicapent le

complexe militaro-industriel et l'industrie des hydrocarbures russes. La chute du rouble a aussi eu pour effet de renchérir le prix des importations dont une partie est constituée de biens agroalimentaires. Ce d'autant plus que la Russie rencontre des difficultés pour véritablement diversifier ses débouchés et ses approvisionnements malgré ses liens avec la Chine.

Les coûts économiques et politiques

Non, l'impact des sanctions sur l'économie russe ne peut être nié. La résilience russe vient en réalité du fait que le coût économique des sanctions a un coût politique relativement limité. Cela est particulièrement déroutant pour nos démocraties occidentales dont la popularité des gouvernements est à la merci du moindre choc économique ou financier.

Trois types d'arguments, largement relayés dans les médias russes, ont à eux seuls annihilé l'espoir de voir les conséquences économiques des sanctions se matérialiser sur le plan politique. Premièrement, pour Vladimir Poutine, l'histoire de la Russie et celle de l'Ukraine sont intimement

liées, les deux populations n'étant à l'origine qu'un seul et même peuple. De surcroît, le président russe ne voit pas d'un bon œil la présence de troupes de l'OTAN aux portes de ce qu'il considère comme la zone d'influence de la «grande» Russie. Ce discours a permis d'imposer dans les esprits que l'annexion de la Crimée par le passé, comme une potentielle incursion en Ukraine, est légitime au motif que la Russie serait assiégée. Cet effet, connu sous le nom de «ralliement autour du drapeau», s'observe régulièrement lorsque la population soutient ses dirigeants face à un supposé péril extérieur. Deuxièmement, les restrictions d'accès à certains biens et services étrangers, conséquences des sanctions occidentales, ont été médiatisées comme le prix à payer à court terme pour relancer l'industrie russe et

donc créer de nouveaux emplois. On sait cependant depuis les années 1960 que les politiques de substitution de la production nationale aux importations appauvrissent plus un pays qu'elles ne participent à son développement.

Les Occidentaux, pris de court en 2014, ont annoncé par anticipation le prix à payer en cas d'invasion de l'Ukraine. L'expérience montre que la simple menace de sanctions crée une incertitude supplémentaire et occasionne donc des coûts pour le pays ciblé. Cela dissuadera-t-il pour autant Vladimir Poutine? Un calcul de type avantage-coût pourrait le laisser supposer mais rien n'est moins sûr car nul ne connaît précisément la valeur présente et future que le président russe attribue sur le plan intérieur et extérieur à une invasion même partielle de l'Ukraine.

De fait, les menaces de sanctions économiques ne sont pas suffisantes. Les Européens se doivent d'être beaucoup plus offensifs et visibles dans les médias et sur les réseaux sociaux pour casser le narratif d'une Russie assiégée ou prête à être envahie. L'Union européenne, que les Russes ne considèrent pas comme un acteur stratégique, doit aussi marteler que le niveau de vie en Russie est plus faible que dans la plupart des ex-pays satellites de l'URSS ayant rejoint l'Union européenne et que les démonstrations de force ne font pas une politique de développement. En bref, tout faire pour réduire le «ralliement derrière le drapeau». ■

THIERRY MADIÉS
PROFESSEUR D'ECONOMIE
POLITIQUE, UNIVERSITÉ
DE FRIBOURGJULIEN MADIÉS
MASTER IN MANAGEMENT,
LONDON BUSINESS SCHOOL

Administrateurs, dirigeants: une responsabilité de plus en plus exposée

La responsabilité des dirigeants et des membres des conseils d'administration est de plus en plus engagée, et ce, à différents niveaux: social, technique, réglementaire et sociétal. Pourtant, les entreprises sont souvent mal armées face à ces risques, en particulier les entreprises suisses, tant en termes de prévention que de couverture. Or, il existe des réponses qui ne sont pas réservées aux seules multinationales.

Les membres des directions et des conseils d'administration engagent leur responsabilité personnelle dans le cadre de leurs fonctions. En cas de condamnation, ils sont redevables sur leurs biens propres. Ils peuvent être mis en cause par les actionnaires, les pouvoirs publics, des créanciers, des concurrents ou des clients ainsi que par leurs employés. Un risque de plus en plus fréquent que les bouleversements provoqués par la pandémie n'ont fait qu'accroître. Revue de détails.

Préserver la santé et la sécurité du personnel

Avec la crise sanitaire, la question de la responsabilité de l'employeur en matière de préservation de la santé et de la sécurité du personnel est devenue un sujet prioritaire. A la pandémie s'est ajoutée une succession de scandales concernant des cas supposés ou avérés de harcèlements sexuels, d'humiliations, de sexisme et de racisme. Ces affaires, jusqu'à présent peu médiatisées en Suisse et qui s'ins-

crivent dans la mouvance des mouvements *#MeToo*, *#BlackLivesMatter*, etc., ont conduit à des investigations pour remonter la chaîne de responsabilités, à commencer par celle des dirigeants.

Protéger les données, prévenir le risque cyber

La généralisation du télétravail s'est accompagnée d'une hausse très marquée des cas de piratage informatique. Les cyberattaques peuvent occasionner des dégâts énormes, voire la disparition de l'entreprise. Les mesures mises en place pour lutter contre ce fléau sont en train de devenir un des paramètres d'appréciation de la pertinence d'un investissement dans une entreprise. Aucun investisseur ne peut désormais ignorer les risques financiers engendrés par une cyberattaque. Les conseils d'administration et les dirigeants d'entreprise ont donc un rôle clé à jouer en veillant de près à la sécurité, à la capacité de réaction en cas d'attaque de leur entreprise et à leur aptitude à rester en conformité avec les réglementations sur la protection des données.

Respecter la réglementation

Selon l'étude de la société d'assurance-crédit Euler Hermes, le nombre d'entreprises suisses en situation d'insolvabilité devrait augmenter de 10% en 2022, chiffre néanmoins inférieur à ceux de 2018 et 2019. En cas de pertes de capital ou de surendettement, les administrateurs doivent prendre des mesures d'assainisse-

ment conformément à l'article 725 CO. En cas de non-respect de la réglementation, ils s'exposent à une recherche en responsabilité pour négligence.

S'engager dans la RSE

Le profit n'est plus la valeur cardinale. Les actionnaires, les employés, pour ne citer qu'eux, attendent des conseils d'administration un engagement fort en matière de responsabilité sociale et sociétale. Un engagement suivi de faits pour ne pas être accusés de *greenwashing*, dévastateur en termes d'images et de crédibilité. Les choix d'investissement doivent de plus en plus souvent correspondre aux critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG).

D&O, deux lettres pour se couvrir

Face au contexte exposé ci-avant, les assureurs s'attendent à une augmentation des procédures judiciaires à l'encontre des dirigeants. Pour se couvrir, il est possible de souscrire une assurance Responsabilité des dirigeants, souvent dénommée D&O pour «Directors and Officers Liability Insurance». Elle prend en charge les frais de défense

en cas de plainte ainsi que les dépenses éventuelles liées aux dommages-intérêts. Elle protège également le patrimoine des personnes assurées.

Un engagement suivi de faits pour ne pas être accusés de «greenwashing»

Les assureurs ont revu leur politique de souscription craignant de futures faillites. Leur approche est de nouveau plus technique. Ils sont aujourd'hui très sensibles à la solidité financière du dossier, à la qualité de l'information de l'entreprise, à la transparence, à ses choix organisationnels, à la surveillance de la gestion des risques, à la manière dont les directions ont géré et gèrent la crise sanitaire actuelle tant du point de vue humain que technologique. En un mot, aux mesures de prévention que l'entreprise a mises en place. Car, comme toujours en matière d'assurance, avant de couvrir, il faut agir. ■

SOPHIE DI MEGLIO
DIRECTRICE DES RISQUES SPÉCIAUX CHEZ SWISS RISK & CARE

L'impact de la pandémie sur les inégalités n'est pas avéré

La pandémie est loin d'être passée, mais du point de vue strictement économique, force est de constater que les ménages suisses s'en sont jusqu'à présent plutôt bien sortis. Ainsi, si l'on examine les indicateurs couramment utilisés pour évaluer l'état de santé du marché du travail, on ne discerne que peu de signes immédiatement liés à la crise du covid.

Le taux d'activité n'a que brièvement baissé pendant le premier confinement en 2020, et l'augmentation du taux de chômage a été modérée et de courte durée. Mêmes les salaires réels n'ont pas flanché: selon l'enquête suisse sur la population active, ils auraient progressé de 1,5% l'an passé, au plus haut de la crise. Le revenu total des ménages – qui englobe la rémunération du travail et de l'épargne, ainsi que les transferts sociaux – a lui augmenté de 1,9%.

Ce constat, globalement positif, n'est bien sûr que provisoire. Surtout, il ne vaut pas pour tous de la même manière. La crise du covid a ceci de particulier qu'elle a touché les secteurs d'activité de manière très inégale. En 2020, dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, les heures travaillées ont chuté de 30% par rapport à l'année précédente. Dans ce secteur, ainsi que dans ceux de la culture, du divertissement et des transports, le niveau d'activité reste actuellement en dessous de la normale. D'autres, comme l'informatique, le commerce en ligne ou l'administration publique, sont en plein «boom». L'augmentation des salaires observée pourrait être alors la conséquence de l'éviction du marché du travail d'actifs employés dans les branches les plus touchées par la crise, là où les bas salaires sont plus fréquents.

Sans le soutien de l'Etat, la pandémie aurait accru les inégalités de revenu

La distribution aléatoire des gains et des pertes ne pouvait que raviver le sempiternel débat autour des inégalités, déjà virulent depuis la dernière crise financière. Il est bon de rappeler que ce débat a été jusqu'à présent en grande partie importé: il a été alimenté surtout par l'évolution aux Etats-Unis, où l'on a observé un renforcement des disparités.

En Suisse, les inégalités salariales et de revenu sont en revanche restées en grande partie inchangées, et cela depuis qu'elles sont mesurées de manière systématique, c'est-à-dire à partir de la fin des années 1990. En comparaison internationale, notre pays se trouve plutôt dans le bas du classement.

Est-ce que la pandémie aura réussi ce que la crise financière n'avait pas accompli, c'est-à-dire creuser les inégalités de revenu aussi en Suisse, ou – pire encore – accentuer la pauvreté? C'est compter sans la réaction, vigoureuse, du secteur privé et de l'Etat à la crise du covid. Commençons par ce dernier: rien qu'en 2020, près de 11 milliards de francs ont été dépensés pour l'indemnisation du chômage partiel, auxquels se sont ajoutés de nombreuses aides subsidiaires, par exemple la prolongation des indemnités de chômage. Les prestations sociales ont progressé dans l'ensemble de 21 milliards de francs, soit de 12%, correspondant à environ 5400 francs supplémentaires versés en moyenne aux ménages suisses.

Malheureusement, en Suisse, nous ne disposons pas encore de données fiables qui permettraient d'estimer la distribution de ces transferts supplémentaires. Plusieurs études de ce type existent cependant à l'étranger. Elles suggèrent dans leur majorité que les

politiques de soutien à l'emploi ont plus que compensé l'effet régressif de la pandémie. En clair: sans le soutien de l'Etat, la pandémie aurait accru les inégalités de revenu, frappant plus durement le bas de la distribution. Mais si l'on tient compte du soutien apporté par les pouvoirs publics pendant la pandémie grâce à une combinaison de mécanismes de redistribution existants et des mesures spéciales prises, les inégalités ont été réduites après impôt.

Ainsi une étude – parmi d'autres – d'un groupe de chercheurs de la Paris School of Economics et de l'Université du Luxembourg qui sur la base de données collectées dans cinq pays européens, dont la France et l'Allemagne, estime que la pandémie a porté à une diminution aussi bien de l'inégalité relative (qui observe combien de fois les plus riches reçoivent l'équivalent du revenu des moins riches) que de l'inégalité absolue (la différence entre les hauts et les bas revenus).

Et qu'en est-il du futur? C'est ici que la contribution des entreprises sera essentielle. Une fois cessées les aides de l'Etat, seront-elles capables de sauter dans la brèche? Difficile à dire avec certitude, mais il y a de bonnes raisons de le croire. Jamais par le passé le nombre de places de travail à pourvoir n'a été aussi élevé qu'en ce moment: au troisième trimestre, près de 100000 places étaient vacantes, soit presque autant que de chômeurs inscrits. Ce ne serait pas la première fois que le marché du travail suisse nous surprendrait par sa capacité à s'adapter. ■

MARCO SALVI RESPONSABLE DE RECHERCHES, AVENIR SUISSE



Les riches tombent le masque

Depuis la mort tragique de ses parents, Bruce Wayne est devenu l'unique héritier d'une fortune colossale. Malgré ses frasques et sa vie sentimentale très médiatisées, Bruce consacre une partie de son patrimoine à sa fondation, qui soutient des œuvres caritatives et la lutte contre le crime organisé à Gotham City. Bruce Wayne, alias Batman, incarne l'idéal du milliardaire philanthrope faisant fi des lois grâce à sa fortune et soucieux de contribuer au bien commun quand les pouvoirs publics n'en sont pas capables. C'est cet idéal que certains ont cru reconnaître chez Elon Musk quand il a proposé de vendre 6 milliards de dollars d'actions de Tesla pour financer la lutte contre la faim dans le monde.

Dès lors, se pose la question suivante: doit-on s'en remettre à la philanthropie des plus fortunés pour améliorer le bien commun ou faire en sorte qu'ils paient plus d'impôts et contribuent davantage à l'effort de redistribution des revenus et des richesses? La dernière mouture du rapport mondial sur les inégalités dresse un constat accablant: les 10% les plus riches (et encore davantage les 0,01% les plus fortunés) détiennent une part disproportionnée du patrimoine mondial et les inégalités de richesse se sont creusées dans le temps. Il ne s'agit pas de nier ici le caractère altruiste des riches philanthropes. Les riches ne sont intrinsèquement ni plus égoïstes ni plus altruistes que les autres. Ils sont mus comme les autres individus par un altruisme «impur»: ils retirent aussi une satisfaction personnelle et émotionnelle à donner. De surcroît, des études récentes montrent que les riches

ne donnent pas moins (relativement à leur revenu) que les ménages plus modestes.

Il ne s'agit pas non plus ici de remettre en cause l'utilité des fondations philanthropiques. Elles interviennent généralement dans des domaines d'utilité publique comme l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté et leur action est souvent complémentaire de celle des pouvoirs publics. Il est cependant parfois difficile de savoir devant qui elles sont responsables et le rôle qu'elles jouent comme outil d'optimisation (voire d'évasion) fiscale parfois même après le décès du «bienfaiteur».

Les «super-riches» font «le bien» mais cette charité est un retour en arrière par rapport au développement de l'Etat providence

Faut-il enfin que les pouvoirs publics soutiennent les riches donateurs par le biais d'incitations fiscales? La question n'est pas facile: d'un côté, les donateurs sont généralement assez peu sensibles aux incitations fiscales mais les riches le sont davantage. D'un autre côté, rien ne nous dit que l'argent public serait mieux utilisé à d'autres usages. Les «super-riches» à l'image d'Elon Musk semblent même penser le contraire.

La question fondamentale n'est cependant pas là. Elle est dans le rapport des «super-riches» à la démocratie et à la réduction des inégalités, les deux étant fortement liées. Les inégalités de

chance – dont les inégalités d'accès à l'éducation – érodent particulièrement la confiance des citoyens entre eux et dans leurs institutions. Un certain nombre de milliardaires ont récemment appelé les pouvoirs publics à augmenter les impôts sur les plus riches. L'impôt est en effet seul à même de financer efficacement les fonctions régaliennes de l'Etat. Il est un prélèvement obligatoire non affecté qui, dans toutes les démocraties, obéit au principe du «consentement démocratique à l'impôt». Le principe de non-affectation est pourtant souvent battu en brèche. Les gens souhaitent davantage de redistribu-

tion tout en considérant que l'impôt doit être un prix pour service rendu. Même si l'on peut critiquer le fonctionnement de la démocratie représentative et se poser la question de sa capacité à agréger les préférences d'individus différents, il n'en demeure pas moins qu'elle est préférable à une «ploutocratie philanthropique». Les dons des riches philanthropes – qui prennent de plus en plus la

forme de «méga-dons» – sont biaisés. Quand ils concernent l'éducation, ils se concentrent souvent sur des universités d'élite dont ils sont souvent issus.

Les préférences sociales des «super-riches» sont en outre différentes de celles de leurs concitoyens. Ils sont intrinsèquement moins enclins à la redistribution, en particulier quand ils sont des «self-made-men». Ils considèrent plus souvent que les autres que leur réussite est le fruit avant tout de leurs qualités personnelles. Ils expriment aussi le désir de mettre au service de la société ces qualités sans remettre en question les causes des inégalités de patrimoine.

Les «super-riches» font «le bien» mais cette charité est selon nous un retour en arrière par rapport au développement de l'Etat providence tel que le connaissent nombre de pays européens. On soulignera que près de 10% du patrimoine financier mondial est placé dans des paradis fiscaux. De surcroît, les taux d'imposition marginaux frappant les hauts revenus et les taux d'impôt sur le bénéfice des sociétés connaissent une forte baisse depuis plus d'une vingtaine d'années pendant que le moyen d'imposition frappant le revenu médian («les classes moyennes») est en hausse. La fourniture de biens collectifs risque de reposer de plus en plus sur les dons des plus riches. Mais ont-ils les épaules pour devenir Batman? ■

THIERRY MADIÈS PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

JULIEN MADIÈS MASTER IN MANAGEMENT, LONDON BUSINESS SCHOOL



SIMON MOREILLON
@SimonMoreillon

Analyse

Le métavers, nouveau territoire commercial

Le 28 octobre 2021 restera dans les mémoires comme la date du changement de nom de Facebook en Meta, mais aussi et surtout pour la visibilité que cet événement donne à un concept qui pourrait bouleverser l'internet: le métavers, un univers numérique où tout un chacun peut mener une seconde existence via son avatar virtuel. Après Mark Zuckerberg, les autres concurrents n'ont pas tardé à redoubler d'efforts pour mettre en avant leurs activités dans ce secteur. Satya Nadella, patron de Microsoft, mise sur ce qu'il nomme un «métavers d'entreprise», soit une plateforme 3D immersive pour les réunions virtuelles. Pour Yves Guillemot, le patron du géant français des jeux vidéo Ubisoft, interrogé par le quotidien *Les Echos*, «nous sommes à l'aube d'une nouvelle révolution. C'est une extension de notre monde qui s'offre à nous.»

Car le métavers, contraction de *meta* – «au-delà» en grec ancien – et d'univers, promet de nouvelles opportunités commerciales. Le réalisateur Peter Jackson n'a-t-il pas vendu le 10 novembre dernier Weta Digital, un des studios d'effets spéciaux les plus renommés d'Hollywood, pour 1,63 milliard de dollars à une entreprise spécialisée dans les moteurs de jeu pour réalité virtuelle et souhaitant développer le métavers, Unity Software? Le groupe Nike a, lui, racheté mardi dernier la start-up RTFKT. Cette dernière est spécialisée dans la fabrication de produits virtuels grâce à la blockchain, la réalité augmentée et l'intelligence artificielle. Le montant de la transaction n'est pas connu mais la jeune pousse ferait dans les 100 millions de dollars de chiffre d'affaires.

«Internet du futur»

Nike n'en est d'ailleurs pas à son premier essai, l'équipementier sportif avait juste avant ouvert «Nikeland» sur la plateforme de jeux vidéo Roblox, un monde virtuel dans lequel les joueurs peuvent habiller leurs personnages avec des vêtements de la marque. Le monde numérique, réseaux sociaux en tête, et le marketing font bon ménage depuis des années. Sauf que le métavers promet plus, beaucoup plus d'après Mark Zuckerberg: rien de moins que l'«internet du futur».

Cet activisme s'explique, car il existe pour l'heure une multitude d'entreprises ou de plateformes s'en revendiquant: Roblox, MineCraft, The Sandbox, Niantic ou encore Epic Games parmi les plus connues. Et tout reste à construire dans ces univers virtuels. Or il est certain qu'un principe éprouvé du monde du numérique s'appliquera aussi à ce secteur: *winner takes all*, le gagnant raffle tout. D'où l'empressement de Facebook de se donner un air de pionnier avec sa nouvelle identité et d'investir 10 milliards de dollars en 2021 pour développer le plus rapidement possible un métavers afin de tuer dans l'œuf la concurrence.

Innovations dans les transactions

L'engouement pour ces nouveaux univers parallèles rappelle celui entourant la plateforme Second Life lancée en 2003. A la différence près que désormais les transactions impliquent des innovations comme les NFT (jetons non fongibles, soit des certificats d'authenticité associés à un objet virtuel qu'ils rendent unique) et la blockchain, qui permet de retracer l'historique des transactions et leur sécurisation. Les montants peuvent atteindre des sommets, comme début décembre lorsque l'entreprise Republic Realms annonçait avoir dépensé 4,3 millions de dollars pour acquérir un terrain – virtuel – dans The Sandbox, un investissement foncier qu'il entend bien monétiser auprès d'autres entreprises.

Le secteur est alléchant: outre les achats d'équipements, de logiciels ou d'abonnements, le cabinet spécialisé dans l'e-sport et les jeux vidéo Newzoo a calculé que les usagers de jeux vidéo ont dépensé 178 milliards de dollars l'an dernier. Et que sur cette somme environ 75% provenaient d'achats de biens virtuels, allant des habits pour leurs personnages à des armes ou des sommes d'argent virtuelles. Et les dépenses dans le secteur de la seule réalité virtuelle pourraient être multipliées par six entre 2020 et 2024, passant de 12 milliards à 72 milliards de dollars, selon le cabinet IDC. Des montants qui ne préfigurent pas ceux des différents univers virtuels à venir. Car l'enjeu, c'est bien de dépasser l'univers des jeux vidéo et des réseaux sociaux traditionnels pour créer une réalité virtuelle dans laquelle on consomme et on dépense.

Pure spéculation? Le 18 mai 2012, lors de l'entrée en bourse de Facebook, nombre de commentateurs et d'analystes se demandaient comment le réseau social allait monétiser son audience. Aujourd'hui, cette audience de 2,89 milliards d'utilisateurs se demande comment reprendre le contrôle de ses données et les rendre moins monétisables par Meta. Qui peut aujourd'hui dire ce que deviendra et où s'arrêtera la commercialisation du métavers dix ans après son lancement? ■